

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**Société Hôtelière Touristique et Balnéaire
MARHABA**

Siège social : route touristique – 4000 SOUSSE

Le groupe MARHABA publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2005 tels qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire, tenue le 25 juin 2006. Ces états sont accompagnés du rapport du commissaire aux comptes Monsieur **Ali Lahmar**.

Etats financiers consolidés clos au 31 décembre 2005
- Exprimés en dinar tunisien-

ACTIFS	Notes	31/12/2005	31/12/2004
ACTIFS NON COURANTS			
ACTIFS IMMOBILISES			
Immobilisations incorporelles	1	2 053 019	2 023 393
- Amortissements	2	-992 200	-924 497
Ecart d'acquisition	3	495 854	557 837
Immobilisations corporelles	4	221 579 063	213 343 116
- Amortissements	5	-122 152 699	-114 099 664
Immobilisations financières	6	51 120 126	52 133 643
Titres mis en équivalence	7	5 207 163	4 747 382
- Provisions	8	-3 393 730	-7 100 992
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES		153 916 596	150 680 220
Autres actifs non courant	9	193 369	324 373
Impôts différés actifs	10	2 742 660	3 309 182
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		156 852 625	154 313 775
ACTIFS COURANTS			
Stocks	11	13 454 297	19 102 372
- Provisions	12	-321 533	-312 757
Clients et comptes rattachés	13	19 709 981	16 413 739
- Provisions	14	-2 010 202	-1 920 434
Autres actifs courants	15	8 828 773	8 258 283
- Provisions	16	-89 133	-100 933
Placements et autres actifs financiers	17	18 489 312	11 028 811
Liquidités et équivalents de liquidités	18	944 906	1 237 472
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		59 006 401	53 706 553
TOTAL DES ACTIFS		215 859 027	208 020 327

CAPITAUX PROPRES & PASSIFS

Exprimé en

dinar tunisien

LIBELLES	Notes	31/12/2005	31/12/2004
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	19	910 210	910 210
Réserves consolidées	20	65 057 256	63 623 617
Résultat net de l'exercice (part du groupe)	21	4 560 631	850 139
		70 528 097	65 383 966
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE			
INTERETS MINORITAIRES			
Capitaux propres part des minoritaires	22	69 513 459	70 254 901
Résultat net de l'exercice part des minoritaires	23	3 482 271	848 993
		143 523 827	136 487 860
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	24	28 093 143	29 312 275
Autres passifs financiers	25	1 125 519	1 013 326
Impôts différés passifs	26	2 643 506	2 643 506
Provisions pour risques & charges	27	981 392	984 133
		32 843 560	33 953 240
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	28	16 059 685	14 054 203
Autres passifs courants	29	6 320 139	5 593 839
Concours bancaires et autres passifs financiers	30	17 111 816	17 931 186
		39 491 640	37 579 227
TOTAL DES PASSIFS COURANTS			
		72 335 200	71 532 467
TOTAL DES PASSIFS			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		215 859 027	208 020 328

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDEExprimé en dinar tunisien

LIBELLES	Notes	31/12/2005	31/12/2004
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus	31	112 655 761	88 916 680
Autres produits d'exploitation	32	1 922 359	1 785 217
Production immobilisée	33	452 570	250 212
Total des produits d'exploitation		115 030 690	90 952 110
CHARGES D'EXPLOITATION			
Variations des stocks de produits finis et des encours	34	-3 708 609	6 116 597
Achats d'approvisionnements consommés	35	-55 359 449	-44 972 974
Charges de personnel	36	-21 319 746	-20 570 716
Dotations aux amortissements et aux provisions	37	-11 306 472	-11 489 523
Autres charges d'exploitation	38	-15 362 567	-15 221 717
Total des charges d'exploitation		-107 056 843	-86 138 333
RESULTAT D'EXPLOITATION		7 973 847	4 813 777
Charges financières nettes	39	-2 890 897	-4 601 531
Produits des placements	40	4 772 504	2 068 261
Autres gains ordinaires	41	250 553	518 617
Autres pertes ordinaires	42	-206 386	-141 348
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		9 899 621	2 657 777
Impôt sur les sociétés	43	-2 026 791	-1 084 390
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		7 872 830	1 573 387
Eléments extraordinaires (Gains/Pertes)			
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE		7 872 830	1 573 387
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE		7 872 830	1 573 387
Effet des modifications comptables (net d'impôt)			
RESULTAT CONSOLIDE APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		7 872 830	1 573 387
Quote part du résultat mis en équivalence		170 072	125 745
RESULTAT CONSOLIDE NET		8 042 902	1 699 132
Part du groupe		4 560 631	850 139
Part des minoritaires		3 482 271	848 993

Etat de flux de trésorerie Consolidés

Exprimé en dinar tunisien

<u>LIBELLES</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2004</u>
Résultat net	4 560 631	850 139
* Parts des minoritaires dans les sociétés intégrées	3 482 271	848 993
* Quote part des résultats nets des sociétés mise en équivalence	-170 072	-125 745
Ajustement pour :		
* Amortissements et provisions	11 485 826	13 313 707
* Reprise des Amortissements et provisions	-3 224 571	-762 294
* Plus ou moins values de cessions	44 167	377 270
* Transferts de charges	-1 148 465	-737 972
* produits des placements	-1 414 216	-1 393 621
- Stocks	5 648 075	-7 841 319
- Créances	-3 296 242	-2 113 974
- Autres actifs courants	-570 490	-1 878 434
- Autres passifs courants	726 300	1 397 245
-autres passifs non courants	112 193	-210 778
<u>Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation</u>	18 240 890	7 343 590
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-9 292 442	-8 437 489
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	216 164	207 608
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-6 997 015	-999 472
Décaissements provenant des prêts aux personnels	0	-83 038
Encaissements provenant des prêts aux personnels	21 783	0
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	1 937 394	1 471 407
Encaissements provenant des dividendes	1 414 216	1 393 621
<u>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</u>	-12 699 899	-6 447 363
<u>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</u>		
Paiement dividendes	-2 457 995	-2 415 729
Encaissements provenant des emprunts	11 851 782	19 131 443
Remboursement des emprunts	-11 395 040	-13 094 827
décaissements sur comptes courants associés	-3 600	-103 825
encaissements suite à l'émission des actions	850 100	595 693
<u>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</u>	-1 154 753	4 112 755
<u>Incidence de variation de taux de change sur liquidités et équivalents de liquidité</u>	137 789	196 891
<u>VARIATION DE TRESORERIE</u>	4 524 027	5 205 874
<u>VARIATION DE TRESORERIE</u>	4 524 027	5 205 874
Trésorerie au début de l'exercice	5 658 835	452 961
Trésorerie à la clôture de l'exercice	10 182 862	5 658 835

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2005

1. INFORMATION GENERALE :

MARHABA est un Groupe de sociétés touristiques, agricoles et industrielles, opérant en Tunisie à travers des domaines d'activités différentes – tourisme, industrie de fluor et autres. Le groupe exerce ses activités sur le territoire tunisien, et il n'a aucune filiale étrangère.

La société mère du Groupe est la Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA, qui est une société anonyme ayant une activité touristique. La Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA est établie et domiciliée à Sousse.

La Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA est classée par le CMF comme étant une société faisant appel public à l'épargne.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODE D'EVALUATION :

Les comptes sociaux des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2005, arrêtés selon les principes comptables tunisiens, ont servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

2.1 *Principes de base :*

Les états financiers consolidés ont été préparés suivant les normes comptables tunisiennes. Les états financiers consolidés sont préparés selon la convention du coût historique, celle-ci étant modifiée pour tenir compte de la réévaluation de titres de transaction et placements immobiliers.

2.2 *Participation dans les entreprises sous contrôles exclusifs :*

Les participations dans les entreprises sous contrôle exclusif sont comptabilisées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société afin de tirer avantages de ses activités.

Il en résulte trois formes du contrôle exclusif :

A/ le contrôle exclusif de droit :

Le contrôle exclusif de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre société, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

B/ le contrôle exclusif contractuel :

Le contrôle exclusif contractuel existe lorsque le groupe dispose directement ou indirectement :

- Du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres associés,
- Du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société en vertu des statuts ou d'un contrat.

C/ le contrôle exclusif de fait :

La société consolidante est présumée exercer un contrôle exclusif de fait sur une autre société lorsque les deux conditions suivantes sont simultanément remplies :

- Elle dispose directement ou indirectement d'une fraction supérieure à 40% des droits de vote,
- Aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction des droits de vote supérieur à la sienne.

Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession. Toutes les transactions inter compagnies, soldes, pertes et profits latents sur les transactions à l'intérieur du Groupe ont été éliminées. Le cas échéant, les méthodes comptables des filiales sont modifiées afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes du Groupe.

Une présentation distincte est faite des intérêts minoritaires.

La liste des filiales du Groupe est fournie dans la note n°4. Les principales variations du périmètre de consolidation entre 2005 et 2004 sont présentées dans la note n°2.18

2.3 Participation dans les entreprises sous influences notables :

Les participations dans les entreprises sous influence notable, hôtel SALEM et ACQUACULTURE, sont comptabilisées par mise en équivalence.

L'influence notable est celle par laquelle le Groupe a le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Elle peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de l'existence d'opérations interentreprises importantes ou de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise est présumée lorsque le groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entreprise.

La comptabilisation par mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation dans l'entreprise sous influence notable.

2.4 Participations dans les entreprises sous contrôles conjoints :

La participation dans l'entreprise sous contrôle conjoint, SAHRA DOUZ, est comptabilisée par intégration proportionnelle.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploité en commun par un nombre limité d'actionnaires de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Deux éléments sont essentiels à l'existence d'un contrôle conjoint :

- Aucun associé n'est susceptible à lui seul de pouvoir exercer un contrôle exclusif en imposant ses décisions aux autres.
- Un accord contractuel verbal ou écrit qui prévoit :
 - l'exercice du contrôle conjoint sur l'activité économique de l'entreprise exploitée en commun
 - l'établissement des décisions qui sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'entreprise exploitée en commun et qui nécessitent le consentement de tous les associés ou actionnaires participant au contrôle conjoint.

La comptabilisation par intégration proportionnelle consiste à intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments constituant le patrimoine et le résultat de l'entreprise sous contrôle conjoint au prorata de la fraction représentative de la participation de l'entreprise détentrice des titres sans constatation des intérêts des minoritaires directs.

2.5 Monnaies étrangères :

* *Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des filiales étrangères :*

Le périmètre de consolidation n'inclut aucune filiale étrangère.

* *Autres :*

Les transactions en monnaies étrangères effectuées par les sociétés du Groupe sont comptabilisées aux taux de change en vigueur à la date des transactions : les gains et pertes provenant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat. Les soldes de ces transactions sont convertis aux taux de change de clôture sauf en cas de couverture par des contrats de change à terme où les taux de change contractuels sont alors utilisés.

2.6 Ecart d'acquisition :

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la

limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits à l'actif du bilan consolidé en déduction des écarts d'acquisition positifs même lorsque ceux-ci ne concernent pas la même entreprise consolidée et repris en résultat pour compenser les pertes ou les dépenses futures attendues et identifiées dans le plan d'acquisition.

2.7 Immobilisations incorporelles :

Les dépenses liées à l'acquisition de logiciels, de brevets marques et licences sont immobilisées et amorties sur une période de 3 ans. Les immobilisations incorporelles ne sont pas réévaluées. La valeur comptable nette de chaque immobilisation incorporelle est revue annuellement et ajustée en cas de dépréciation durable le cas échéant.

2.8 Placements :

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur du marché. La valeur du marché est calculée par référence aux cours de bourse de clôture à la date du bilan.

Les investissements en actifs immobilisés, à l'exclusion des titres de transaction, sont comptabilisés au coût historique et une provision n'est constatée que lorsqu'il y a dépréciation durable. Dans ce cas, cette dépréciation est constatée en charge sur l'exercice pendant lequel la diminution a été identifiée.

Les augmentations et les diminutions de la valeur comptable des titres de transaction classés à court terme sont constatées dans le compte de résultat.

Lors de la cession d'un placement, la différence entre les produits nets de la vente et la valeur comptable est constatée au compte de résultat.

2.9 Immobilisations corporelles :

Toutes les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût. Toutes les immobilisations corporelles sont valorisées au coût historique diminué de l'amortissement.

Certaines immobilisations corporelles sont réévaluées.

L'amortissement est déterminé linéairement, de manière à ramener le coût de chaque actif à la valeur résiduelle, sur la durée d'utilisation estimée.

Les terrains ne sont pas amortis et sont supposés avoir une durée de vie infinie.

Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à l'estimation de son montant recouvrable estimé, elle est ramenée immédiatement à son montant recouvrable.

Les gains et les pertes dégagés lors de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par référence à leur valeur comptable et rentrent dans la détermination du résultat de l'exercice.

2.10 Subvention d'investissement :

Les subventions reçues et liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles, sont classées en produits différés dans les dettes à moyen et à long terme et sont rapportées au résultat linéairement sur la durée de vie estimée des actifs concernés.

2.11 Stocks :

Les stocks sont comptabilisés au coût le plus faible du coût historique et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré (CMP). Le coût des produits finis et des en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe, les autres coûts directs et les frais généraux de production correspondant, mais exclut les charges d'intérêts. La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, déduction faite des frais d'achèvement de la fabrication et des frais de distribution.

2.12 Créances d'exploitation :

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur de réalisation nette anticipée. Une estimation est effectuée pour les créances douteuses sur la base d'une revue des montants dus en fin d'année. Les créances irrécouvrables sont provisionnées au cours de l'année pendant laquelle elles sont identifiées.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes sont inscrites dans le résultat.

2.13 Liquidités et équivalents de liquidités :

Pour l'établissement de l'état de flux de trésorerie, les liquidités et les équivalents de liquidités se composent de la caisse, des dépôts à vue dans les banques, des placements en instruments monétaires cotés, nets des découverts bancaires.

2.14 Provisions :

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, qu'il est probable que la sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

2.15 Impôts différés :

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report global fixe pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Les taux d'impôt ayant été retenus sont ceux du droit commun soit 35%.

Les principales différences temporelles sont liées à la réévaluation libre de certains actifs à long terme ainsi qu'aux pertes fiscales reportables et amortissements différés. Les actifs d'impôts différés liés à des pertes reportables et aux amortissements différés non utilisés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que des futurs bénéfices imposables seront disponibles sur lesquels pourront s'imputer les différences temporelles déductibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont présentés séparément des autres actifs et passifs dans le corps du bilan et dans les notes aux états financiers.

2.16 Constatation des produits :

Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits et après acceptation du client, le cas échéant, ou lorsque des services sont rendus, nettes des taxes sur les ventes et des rabais, et après élimination des ventes à l'intérieur du Groupe.

2.17 Données comparatives :

Le cas échéant, les données comparatives ont été ajustées pour être conformes aux changements de présentation de cette année. En particulier, les données comparatives ont été ajustées ou étendues afin de prendre en compte les dispositions requises par les normes comptables tunisiennes.

2.18 Faits marquants de l'exercice :

- Le capital social de la société SAHRA DOUZ a été augmenté de 750.000 dinars. Le Groupe MARHABA a participé en 2005 à cette augmentation, par le biais de « TOUR KHALEF », à hauteur de 115.000 dinars.
- La société MARHABA TOURS est en cessation d'activité en 2005. Sa liquidation a été décidée en début de 2006.

3. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2005**3.1 Capitaux propres consolidés – part Groupe**

	2005	2004
Capital	910.210	910.210
Réserves consolidées	65.057.256	63.623.617
Résultat de l'exercice – part du Groupe	4.560.631	850.139
Capitaux propres à la fin de l'exercice	70.528.097	65.383.966

Les détails des capitaux propres consolidés part du groupe 2005 se présentent comme suit :

Sociétés	Réserves consolidés	Résultat de l'exercice part de groupe	Capital social
MARHABA	22.339.992	934.391	910.210
TOUR KHALEF	19.912.505	1.141.467	
MARHABA PALACE	11.091.618	1.399.157	
ACQUACULTURE	-507.986	2.126	
IMPERIAL MARHABA	-3.144.742	821.853	
ESSALAMA SICAF	-34.051	315.690	
TEJ MARHABA	-3.510.401	97.559	
CLINIQUES LES OLIVIERS	2.436.834	304.185	
MARHABA BEACH	18.735.972	619.243	
MARHABA BELVEDERE	-4.744.070	-261.125	
SOHOTO SALEM	2.730.006	167.946	
ICF	1.882.913	-240.578	
BUANDERIE CENTRALE	-220.876	-451.463	
SAHRA DOUZ	-804.753	21.081	
IMMOBILIERE MEDICALE	74.586	50.748	
MARHABA TOUR	25.675	-4.154	
SMVDA M'RAISSA	-1.205.964	-357.495	
Total général =	<u>65.057.256</u>	<u>4.560.631</u>	<u>910.210</u>

3.2 Intérêts minoritaires :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres	69.513.459	70.254.901
Intérêts minoritaires dans le résultat	3.482.271	848.993
Autres variations		
Intérêts minoritaires à la fin de l'exercice	<u>72.995.730</u>	<u>71.103.894</u>

Les détails des intérêts minoritaires 2005 se présentent comme suit :

Sociétés	Intérêts des minoritaires dans les capitaux propres	Intérêts des minoritaires dans le résultat de l'exercice
TOUR KHALEF	13.815.953	642.596
MARHABA PALACE	20.435.246	2.068.837
IMPERIAL MARHABA	-422.570	742.948
ESSALAMA SICAF	2.001.969	511.357
TEJ MARHABA	115.015	69.391
CLINIQUES LES OLIVIERS	2.589.620	294.053
MARHABA BEACH	8.727.977	284.097
MARHABA BELVEDERE	924.938	-343.112
ICF	21.717.186	-601.791
BUANDERIE CENTRALE	-98.994	25.036
IMMOBILIERE MEDICALE	80.888	50.172
MARHABA TOUR	17.510	-2.429
SMVDA M'RAISSA	-391.279	-258.884
Total Général =	<u>69.513.459</u>	<u>3.482.271</u>

3.3 Chiffre d'affaires par société

Sociétés	2005	2004	Variation en Valeur	Variation en %
MARHABA	6 151 964	5 250 763	901 201	17,16%
TOUR KHALEF	8 186 104	6 741 340	1 444 764	21,43%
MARHABA PALACE	7 693 618	6 701 026	992 592	14,81%
IMPERIAL MARHABA	6 647 763	5 311 364	1 336 399	25,16%
TEJ MARHABA	8 623 151	7 712 942	910 209	11,80%
CLINIQUES LES OLIVIERS	4 609 286	4 130 439	478 847	11,59%
MARHABA BEACH	4 201 919	3 619 120	582 799	16,10%
MARHABA BELVEDERE	13 982 764	11 297 177	2 685 587	23,77%
ICF	50 570 895	35 895 631	14 675 264	40,88%
BUANDERIE CENTRALE	95 636	209 977	-114 341	-54,45%
SAHRA DOUZE	496 862	540 800	-43 938	-8,12%
IMMOBILIERE MEDICALE	237 298	210 099	27 199	12,95%
MARHABA TOUR	0	197 152	-197 152	-100,00%
SMVDA M'RAISSA	1 158 501	1 098 850	59 651	5,43%
Total Général	112 655 761	88 916 680	23 739 081	26,70%

4. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Société	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
MARHABA	100%	100%	Intégration globale
TOUR KHALEF	59,760%	59,760%	Intégration globale
MARHABA PALACE	54,671%	38,040%	Intégration globale
ACQUACULTURE	29,320%	20,869%	Mise en équivalence
IMPERIAL MARHABA	67,962%	47,800%	Intégration globale
ESSALAMA SICAF	74,288%	38,171%	Intégration globale
TEJ MARHABA	79,914%	57,852%	Intégration globale
CLINIQUES LES OLIVIERS	71,332%	50,847%	Intégration globale
MARHABA BEACH	92,780%	68,635%	Intégration globale
MARHABA BELVEDERE	71,763%	43,216%	Intégration globale
SOHOTO SALEM	41,247%	24,313%	Mise en équivalence
ICF	41,951%	22,886%	Intégration globale
BUANDERIE CENTRALE	90,070%	58,764%	Intégration globale
SAHRA DOUZ	35,854%	27,096%	Intégration proportionnelle
IMMOBILIERE MEDICALE	98,570%	50,286%	Intégration globale
MARHABA TOUR	97,500%	63,107%	Intégration globale
SMVDA M'RAISSA	65,651%	45,675%	Intégration globale

NOTES A L'ACTIF		
NOTES	31/12/2005	31/12/2004
1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 053 019	2 023 393
Investissements de recherches et de développement	73 350	73 350
Concessions de marques, brevets, licences	407 162	407 162
Logiciels	546 632	517 006
Fonds commercial	1 025 876	1 025 876
2. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-992 200	-924 497
Investissements de recherche & de développement	-73 350	-73 350
Concessions de marques, brevets, licences	-407 162	-407 162
Logiciels	-511 689	-443 985
3. ECART D'ACQUISITION	495 854	557 837
Ecart d'acquisition	495 854	557 837
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	221 579 063	213 343 116
Terrains	13 686 446	13 686 446
Constructions	82 578 483	79 851 270
Installations techniques, matériel et outillages	72 936 288	71 353 542
Matériel de transport	3 476 603	3 516 953
Installations générales, agencements et aménagement	43 307 011	39 372 507
Equipements de bureau et matériel informatique	4 518 859	4 165 803
Immobilisations corporelles encours	1 075 373	1 396 595
5. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-122 152 699	-114 099 664
Constructions	-31 022 120	-28 324 308
Installations techniques, matériel et outillages	-54 586 943	-51 575 621
Matériel de transport	-2 848 084	-2 866 200
Installations générales, agencements et aménagement	-30 242 485	-28 223 588
Equipements de bureau et matériel informatique	-3 453 068	-3 109 946
6. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	51 120 126	52 133 643
Titres de participations	50 786 642	52 003 246
Versements restants sur participations non libérées		-273 000
Prêts	105 405	191 360
Dépôts et cautionnements versés	228 079	212 037
7. TITRES MIS EN EQUIVALENCE	5 207 163	4 747 382
Titres mis en équivalence	5 207 163	4 747 382
8. PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-3 393 730	-7 100 992
Provisions pour dépréciation des participations et créances liées	-3 393 730	-7 100 992
9. AUTRES ACTIFS NON COURANTS	193 369	324 373
Charges à répartir	193 369	324 373
10. IMPOTS DIFFERES ACTIFS	2 742 660	3 309 182
Impôts différés actifs	2 742 660	3 309 182
11. STOCKS	13 454 297	19 102 372
Matières premières et fournitures liées	4 634 606	6 448 221
Autres approvisionnements	3 160 910	2 775 711
Stocks de produits	5 567 121	9 592 493

Stocks de marchandises	91 660	285 947
12. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS	-321 533	-312 757
Provisions pour dépréciation des matières première	-321 533	-302 152
Provisions pour dépréciation des produits finis	0	-10 605
13. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	19 709 981	16 413 739
Clients	16 495 379	13 555 312
Clients, effets à recevoir	149 416	444 660
Clients douteux ou litigieux	2 232 903	1 924 441
Clients, produits non encore facturés	832 283	489 326
14. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES CLIENTS	-2 010 202	-1 920 434
Provisions clients	-2 010 202	-1 920 434
15. AUTRES ACTIFS COURANTS	8 828 773	8 258 283
Fournisseurs débiteurs	960 640	1 244 086
Personnel, avances et acomptes	151 204	149 237
Etat, subventions à recevoir	41 755	41 755
Etat, impôts sur les bénéfices	752 329	1 042 378
Taxes sur le chiffre d'affaires déductible	1 149 373	1 569 169
Etat, produits à recevoir	223	870
Associés, comptes courants	1 500	37 604
Associés, opérations sur le capital	135 900	236 000
Autres comptes débiteurs ou créditeurs	648 013	655 962
Produits à recevoir sur débiteurs divers	131 348	215 704
Compte d'attente	304 141	159 215
Différence de conversion sur éléments courants	81 899	110 232
Charges constatées d'avance	4 470 448	2 796 071
16. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES AUTRES ACTIFS COURANTS	-89 133	-100 933
Provisions pour dépréciation des comptes débiteurs	-89 133	-100 933
17. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS	18 489 312	11 028 811
Echéances à moins d'un an sur prêts non courants	139 312	193 455
billets de trésorerie	18 250 000	10 835 356
Autres placements courants et créances assimilées	100 000	0
18. LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES	944 906	1 237 472
Valeurs à l'encaissement	327 678	195 133
Banques	272 355	643 703
Caisses	344 873	398 636

NOTES AU CAPITAUX PROPRES & PASSIFS

NOTES	31/12/2005	31/12/2004
19. CAPITAL SOCIAL	910 210	910 210
Capital social	910 210	910 210
20. RESERVES CONSOLIDEES	65 057 256	63 623 617

Réserves consolidées	65 057 256	63 623 617

21. RESULTAT NET DE L'EXERCICE (part du groupe)	4 560 631	850 139
Résultat net de l'exercice part du groupe	4 560 631	850 139
22. CAPITAUX PROPRES DES MINORITAIRES	69 513 459	70 254 901
Capitaux propres part des minoritaires	69 513 459	70 254 901
23. RESULTAT NET DE L'EXERCICE (part des minoritaires)	3 482 271	848 993
Résultat net de l'exercice part des minoritaires	3 482 271	848 993
24. EMPRUNTS	28 093 143	29 312 275
Emprunts auprès des établissements financiers	28 093 143	29 312 275
25. AUTRES PASSIFS FINANCIERS	1 125 519	1 013 326
Dépôts et cautionnements reçus	456 884	161 441
Produits différés	668 635	851 885
26. IMPOTS DIFFERES PASSIF	2 643 506	2 643 506
Impôt différé passif	2 643 506	2 643 506
27. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	981 392	984 133
Provisions pour risques & charges	981 392	984 133
28. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	16 059 685	14 054 203
Fournisseurs d'exploitation	12 023 071	10 857 422
Fournisseurs d'exploitation, effets à payer	2 017 738	1 789 146
Fournisseurs d'immobilisations	710 900	709 615
Fournisseurs factures non parvenues	1 307 976	698 019

29. AUTRES PASSIFS COURANTS	6 320 139	5 593 839
Clients créditeurs	156 441	212 755
Personnel et comptes rattachés	1 715 667	1 438 975
Etat, impôts et taxes retenues à la source	174 422	29 396
Etat, impôts à liquider	1 003 140	487 800
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires à décaisser	45 939	77 212
charges à payer	1 434	1 183
Associés, dividendes à payer	216 396	288 956
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 111 292	1 173 346
Autres comptes débiteurs ou créditeurs	771 015	940 030
Diverses charges à payer	757 859	647 170
Différence de conversion sur éléments courants	82 095	31 357
Produits constatés d'avance	105 424	85 878
Provision courante pour risques et charges	179 016	179 781
30. CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	17 111 816	17 931 186
Emprunts courants liés au cycle d'exploitation	1 200 000	260 067
Echéances à moins d'un an sur emprunts non courant	6 356 758	6 146 782
Concours bancaires courants	5 503 203	4 603 611
Emprunts échus et impayés	190 083	189 386
Intérêts courus	113 618	123 891
Banques	3 748 153	6 607 449

NOTES A L'ETAT DE RESULTAT		
NOTES	31/12/2005	31/12/2004
31. REVENUS	112 655 761	88 916 680
Ventes de produits finis	49 897 493	34 351 131
Ventes de produits résiduels	2 714	9 208
Etudes et prestations de services	60 991 284	52 140 536
Produits des activités annexes	706 878	1 483 508
Ventes de marchandises	1 098 485	942 232
RRR accordés par l'entreprise	-41 093	-9 935
32. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 922 359	1 785 217
Redevances pour concessions, brevets, marques, procédés, droits et valeurs similaires	37 238	30 584
Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	437 946	399 020
Jetons de présence et rémunération d'administrateurs, gérants	4 000	3 000
Ristournes perçues des coopératives		6 108
Produits divers ordinaires	21 376	9 729
Quote - parts des subventions d'investissements inscrites au résultat de l'exercice	151 456	172 973
Subventions d'exploitation	69 831	148 492
Reprises sur amortissements et sur provisions	504 617	527 551
Transfert de charges	695 895	487 760
33. PRODUCTION IMMOBILISEE	452 570	250 212
Immobilisations corporelles	452 570	250 212
34. VARIATION DES STOCKS PRODUITS FINIS ET ENCOURS	-3 708 609	6 116 597
Variation des stocks	-3 708 609	6 116 597
35. ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES	-55 359 449	-44 972 974
Achats consommés de matières premières et fournitures	-31 330 456	-28 101 231
Achats consommés des autres approvisionnements	-23 897 873	-16 742 857
Autres Achats consommés	-148 844	-129 928
RRR accordés	17 723	1 042
36. CHARGES DU PERSONNEL	-21 319 746	-20 570 716
Salaires et compléments de salaires	-18 543 419	-17 967 338
Charges sociales	-2 147 608	-2 091 512
Autres charges du personnel et autres charges sociales	-628 719	-511 866
37. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	-11 306 472	-11 489 523
Dotations aux amortissements des immobilisations	-10 773 547	-10 960 900
Dotations aux amortissements de l'écart d'acquisition	-61 982	-61 982
Dotations aux provisions pour risques et charges	-348 804	-19 647
Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes clients	-122 138	-430 074
Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes débiteurs divers	0	-16 920
38. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-15 362 567	-15 221 717
Services extérieurs	-6 960 313	-6 680 273
Autres services extérieurs	-6 625 889	-6 732 362
Autres charges diverses ordinaires	-116 934	-313 069

Impôts et taxes	-1 659 431	-1 496 013

39. CHARGES FINANCIERES NETTES	-2 890 897	-4 601 531
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	-179 354	-1 824 184
Charges d'intérêts	-3 106 917	-2 823 552
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	-13 169	
Pertes de changes	-380 494	-243 406
Autres charges financières	-133 137	-212 586
Revenus des autres créances	83 612	57 668
Gains de changes	433 320	383 708
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	405 241	60 821
40. PRODUITS DE PLACEMENTS	4 772 504	2 068 261
Revenus des titres de participations	1 414 216	1 393 622
Produits des autres immobilisations financières	10 279	9 452
Revenus de valeurs mobilières de placements	628 055	430 444
Reprises sur provisions - charges financières	2 719 954	234 744
41. AUTRES GAINS ORDINAIRES	250 553	518 617
Produits nets sur cessions d'immobilisations et autres gains sur éléments non récurrents	250 553	518 617
42. AUTRES PERTES ORDINAIRES	-206 386	-141 348
Charges nettes sur cessions d'immobilisations et autres pertes sur éléments non récurrents	-206 386	-141 348
43. IMPOTS SUR LES SOCIETES	-2 026 791	-1 084 390
Impôts sur les sociétés	-2 026 791	-1 084 390

**GROUPE Société Hôtelière Touristique
et Balnéaire MARHABA**

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2005**

Tunis, le 23 mai 2006

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005 sur :

1. Le contrôle des états financiers consolidés du Groupe Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA, tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir des capitaux propres de 143.523.827 dinars y compris le résultat de l'exercice s'élevant à 8.042.902 dinars,
2. Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par la direction de votre société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. Opinion sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers consolidés et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe à la fin de cet exercice.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion du groupe et dans les documents mis à la disposition des actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés.

Par ailleurs, les systèmes de contrôle interne du groupe sont d'une manière générale satisfaisants.

**Le Commissaire Aux Comptes,
Ali LAHMAR, Membre de Kreston International.**

